DIVERSITE CANADIENNE EST PUBLIÉ PAR ACS • AEC
Association for Canadian Studies • Association d'études canadiennes

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

AYMAN AL-YASSINI
Montréal, Québec (président du conseil d'administration)

YOLANDE COHEN
Professeure, département d'histoire, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec

LLOYD WONG
Professeur, département de sociologie, Université de Calgary

MADELINE ZINIAK
Présidente de l'Association des médias ethniques canadiens, Toronto, Ontario

VIVEK VENKATESH
Professeur, Université Concordia

CELINE COOPER
Candidate au doctorat, OISE/Université de Toronto, Montréal, Québec

MADINE VANDERPLAAT
Professeure, département de sociologie, Université Saint Mary' s Halifax, Nouvelle-Écosse

HERBERT MARX
Montréal, Québec

JEAN TEILLET
Associé principal à Pape Salter Teillet LLP, Vancouver, Columbie-Britannique

CANADIAN DIVERSITÉ CANADIENNE

RÉDACTEUR EN CHEF
Jack Jedwab

RÉDACTRICES INVITÉES
Dre Laurie Carlson Berg, Université Concordia
Dre Fadila Boutouchent, Université Concordia

DIRECTRICE À LA RÉDACTION
Sarah Kooi

DESIGN ET MISE EN PAGE
CAMILAHGO. studio créatif
camilahgo@gmail.com

Diversité canadienne est une publication trimestrielle de l'Association d'études canadiennes (AEC). Elle est distribuée gratuitement aux membres de l'AEC. Diversité canadienne est une publication bilingue. Tous les textes émanant de l'AEC sont publiés en français et en anglais. Tous les autres textes sont publiés dans la langue d'origine. Les collaborateurs et collaboratrices de Diversité canadienne sont entièrement responsables des idées et opinions exprimées dans leurs articles. L'Association d'études canadiennes et un organisme pancanadien à but non lucratif dont l'objet est de promouvoir l'enseignement, la recherche et les publications sur le Canada. L'AEC est une société savante et membre de la Fédération canadienne des sciences humaines et sociales.

COURRIER

Des commentaires sur ce numéro ?
Écrivez-nous à Diversité canadienne :

Diversité canadienne / AEC
1822A, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H3H 1E4

Ou par courriel au <sarah.kooi@acs-aec.ca>

Vos lettres peuvent être modifiées pour des raisons éditoriales.

INTRODUCTION

Dre Fadila Boutouchent, Université Concordia et **Dre Laurie Carlson Berg**, Université Concordia

Parmi les thématiques qui ont été abordées lors du 17e Congrès national Metropolis (Vancouver, mars 2015) se trouvaient des questionnements relatifs aux changements de politiques et de pratiques en ce qui a trait à l'immigration au Canada. Au niveau fédéral, plusieurs mesures qualifiées de restrictives en matière d'immigration ont été adoptées par le précédent gouvernement canadien. Notamment, il y a eu une réduction des postes et des services de proximité, voire même des compressions dans le programme de soins intérimaire destiné aux réfugiés, y compris dans les services de soutien psychologique aux victimes de tortures, de viols et de violences multiples, ainsi que la modification des politiques relatives à l'obtention de la citoyenneté canadienne des catégories du regroupement familial, des travailleurs étrangers et des réfugiés. Ces compressions ont suscité plusieurs débats et questionnements.

En juillet 2015, l'Association d'études canadiennes a lancé un appel d'articles portant sur ces thématiques afin d'élargir la discussion autour des défis et des possibilités associés aux nouvelles politiques gouvernant l'établissement et l'intégration au Canada. Parmi les thématiques proposées, il y avait l'identification, la participation et le sens d'appartenance aux deux communautés de langues officielles au Canada, la transculturalité et l'établissement de relations entre les nouveaux arrivants et les citoyens canadiens de plus longue date. Peu après cet appel, le gouvernement fédéral a déclenché les élections en 2015. Malgré un changement de gouvernement, ces thématiques demeurent constantes dans les discussions d'actualité et les débats publics. Ces conversations et ces discours, qui se poursuivent sur les réseaux sociaux, semblent amalgamer la crise syrienne, la menace extrémiste islamique, la foi musulmane et le port du voile. En effet, ce que certains appellent le « débat du voile » est devenu un enjeu si central qu'il a parfois donné raison, parfois nuit, aux différents partis politiques. Qu'est-ce que ces débats révèlent de la diversité des opinions des Canadiens à propos de notre société plurielle ? Certains discours semblent normaliser la diversité, alors que d'autres font écho à « la goutte de trop » et que d'autres encore encouragent l'identification et la remise en question des discours dominants. Ce numéro de *Diversité canadienne* donne la parole à différentes perspectives. Les auteurs nous invitent à faire un nouvel examen des conséquences des pratiques et des politiques relatives à l'immigration sur le développement de relations respectueuses et réciproques nécessaires à l'intégration, à la participation citoyenne et au développement du sentiment d'appartenance au Canada, surtout à la lumière des récentes recherches effectuées par des chercheurs de l'Ouest canadien. Le présent numéro de *Diversité canadienne* comprend une sélection d'articles reliés aux principales thématiques et ateliers qui ont été abordés lors du 17e congrès national Metropolis (Vancouver, 2015) et qui sont susceptibles d'alimenter de nouvelles discussions lors du 18e congrès national Metropolis à Toronto en mars 2016 et au-delà.

Ce numéro de *Diversité canadienne* débute avec un article prônant l'accès du public aux processus et aux politiques afin qu'un débat éclairé puisse avoir lieu avec un public informé. Banting souligne que des changements apportés aux politiques d'immigration au cours de cette dernière décennie étaient peu transparents. Il critique ce processus de changement et le qualifie d'une gouvernance par surprise étant donné qu'elle tend à continuellement désorienter et maintenir ses critiques hors d'équilibre. D'après l'auteur, ce processus a surtout réduit l'élément de prévisibilité pour toutes les parties concernées en sapant la confiance envers le gouvernement et en affaiblissant le processus de reddition de comptes sur lequel repose notre conception de la démocratie. Selon Banting, il est temps de sortir des débats parlementaires liés à la citoyenneté, aux réfugiés et à la sécurité, et il est temps de remplacer cette politique fondée sur la division par des approches visant l'intégration.

Dans le deuxième article, Jedwab se demande si l'objet des consultations de planification annuelles ou pluriannuelles est réellement une question de chiffres. D'après l'auteur, il y a eu très peu de changement dans le niveau annuel d'immigration ces dernières années. Il a saisi cette occasion pour analyser la discussion théorique générale et pour suggérer l'importance de faire des efforts pour informer le public à propos de l'immigration. L'article nous propose de porter un regard neuf sur les données de sondage recueillies au mois de mars 2015 par Léger Marketing sur la demande de l'Association d'études canadiennes. L'auteur pense qu'il serait important de mieux renseigner le public au sujet de l'immigration afin de pouvoir mener des débats publics plus éclairés à l'avenir. Tout comme Banting, Jedwab croit que mieux informer les Canadiens au sujet de l'immigration et de ses enjeux pourrait favoriser l'établissement d'un dialogue rationnel profitable à toutes les parties, un sujet que Pettigrew aborde dans l'article suivant.

Dans son article, Pettigrew décrit un scénario « gagnant-gagnant » dans lequel les employeurs potentiels peuvent jouer un rôle central dans l'embauche, l'établissement et l'intégration de nouveaux arrivants. Cet article passe en revue l'expérience réussie d'un grand employeur canadien et discute des politiques qui ont été mises en place à cette fin et les avantages que l'entreprise a pu en tirer. Selon l'auteure, les employeurs qui peuvent fournir une formation linguistique sur l'heure du midi, du mentorat et de l'aide dans la recherche d'un logement, jouent un rôle positif non seulement dans l'intégration des nouveaux arrivants, mais s'assurent simultanément une moindre attrition des effectifs au sein de leurs entreprises.

Un autre exemple de gain substantiel nous parvient de Heinone et King dans un quatrième article. Ces deux auteurs décrivent comment le recours à des activités culturelles et récréatives, aux arts populaires et à des activités basées sur les besoins familiaux dans le nouvel environnement froid de Winnipeg permet de créer des espaces dits «thérapeutiques» pour les réfugiés de Winnipeg. C'est comme si cet article nous invitait, entre autres, à réfléchir aux coutumes et habitudes familières à travers lesquelles les nouveaux arrivants et les membres des communautés d'accueil vont pouvoir tisser des relations humaines, respectueuses et mutuellement bénéfiques.

Dans un autre ordre d'idées, d'autres auteurs discutent des contributions et des difficultés économiques des nouveaux arrivants. Dans un cinquième article, Yoshida, Ramos et VanderPlaat traitent de la contribution économique des nouveaux arrivants de la Nouvelle-Écosse. Les résultats de leur étude montrent que certaines familles immigrantes contribuent considérablement à l'économie de la province et parfois dépassent les attentes à leurs égards. Un autre aspect économique est abordé par Tungohan et ses collaborateurs. Ces derniers discutent, dans un sixième article, la précarité socio-économique des immigrants philippins du Programme des aides familiaux du Canada. D'après les auteurs, parce que ces immigrants ne détiennent aucune expérience canadienne de travail, le retour en formation, en plus d'être obligatoire, coûteux et exigeant en temps, ne garantit pas un emploi et ajoute une pression additionnelle sur des individus qui doivent subvenir aux besoins de leurs familles. Les auteurs remettent en question certaines modifications qui ont été apportées à ce programme depuis 2014 et qui ont mené à certains abus. Dans l'article suivant, Pettigrew, Ashton et Galatsanou examinent de plus près les services offerts aux nouveaux arrivants qui sont de plus en plus nombreux à s'installer dans les régions rurales des quatre provinces de l'Ouest canadien (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan et Manitoba). Les auteurs ont observé une augmentation considérable de nouveaux arrivants de diverses origines ethnoculturelles et divers parcours migratoires dans certaines petites communautés qui ne sont pas toujours équipées avec les infrastructures et les services d'accueil nécessaires. Les auteurs identifient les domaines qui pourraient être potentiellement améliorés.

Dans le présent numéro, il y a aussi deux articles qui portent sur des aspects sociaux de l'immigration. Bucklaschuk, Bhattacharyya, Wilkinson, Shen, Chowdhury et Edkins ont sondé par téléphone les immigrants arrivés dans l'Ouest canadien entre 2008 et 2012 et ont découvert que près de 2/3 d'entre eux n'ont pas accès aux services d'aide à l'intégration. Leurs résultats montrent qu'il y a un pourcentage élevé d'immigrants qui n'ont pas eu recours aux services d'aide puisqu'ils jugent ne pas en avoir besoin étant donné qu'ils disposent de leurs propres réseaux de connaissances. Leurs résultats montrent aussi qu'il y a un pourcentage relativement élevé d'individus qui auraient besoin de ces services mais qui ne sont pas au courant de leur existence. Les auteurs discutent des meilleurs moyens pour informer les nouveaux arrivants adéquatement. De même, Mata examine plus précisément les marqueurs sociodémographiques et les caractéristiques de l'environnement choisi comme lieu de résidence par les immigrants et leurs niveaux de contacts avec leur voisinage. Son étude montre que les immigrants ont généralement des contacts moins fréquents avec leurs voisins même s'ils habitent au Canada depuis assez longtemps. L'auteur suggère que des programmes devraient être mis en place pour encourager les interactions de voisinage et promouvoir une citoyenneté plus participative, surtout dans les lieux les moins positifs, étant donné qu'il semble y avoir un lien entre ce type d'interactions et le sentiment d'appartenance au Canada, l'identification et la participation dans la société d'accueil.

Dans le domaine de l'éducation, Lenoir trace un portrait des relations école-famille des familles issues de l'immigration dans le dixième. Son étude nous rappelle que la collaboration école-famille est loin d'être idéale. Généralement perçue comme évidente parce que la plupart des familles ont fortement intégré le discours relatif à ce type de collaboration, l'implication des familles demeure néanmoins minimale et se limite, dans la plupart des cas, au suivi des apprentissages à la maison. Ces résultats suggèrent qu'il y a lieu de travailler sur le dialogue et améliorer la collaboration entre les écoles et les familles, même si le discours dominant autour de cette collaboration véhicule déjà depuis plusieurs décennies.

Les trois derniers articles discutent des défis particuliers rencontrés par certaines communautés immigrantes. Dans un premier temps, King présente les résultats d'une étude qualitative menée auprès des réfugiés rwandais à Toronto. Les résultats de l'étude indiquent que l'isolement social dans la société d'accueil, les conditions d'être un réfugié et les douloureuses séquelles contribuent à un sentiment de repli sur soi et au retrait de la communauté. L'auteur discute des politiques et des pratiques impliquées dans l'enjeu de l'isolement social. Cette étude est une des rares qui se penche sur les conséquences du génocide. Jing Zhao s'intéresse au faible taux de fertilité des femmes immigrantes d'origine chinoise. Selon cet auteur, l'acte d'enfanter, bien que personnel, a des répercussions sociales importantes. L'étude comparative montre que malgré les politiques plus favorables du Canada en matière de natalité, le faible taux de fertilité chez les femmes chinoises pourrait s'expliquer par des considérations socio-économiques et situationnelles différentes liées à la lenteur des processus d'immigration et de réinstallation dans le pays d'accueil. Enfin, Lingwei Qian examine les processus identitaires de deux générations d'immigrants de la communauté canadienne d'origine chinoise qui ont immigré au pays pendant les années 1990. L'auteur constate que les parents qui ont été immigrés au pays sous le volet de l'immigration économique, qui souvent étaient très instruits, ainsi que leurs enfants, vivent différentes difficultés associées à la pluralité de leurs identités, notamment au niveau linguistique, culturel, relationnel et professionnel. L'auteur suggère qu'il est nécessaire de cultiver des espaces culturels inclusifs et accueillants qui permettraient de prendre en compte le type de juxtaposition identitaire observée par l'auteure.

Bref, ce numéro de *Diversité canadienne* reflète bien sa vocation générale. Non seulement il comprend une belle diversité d'enjeux liées aux nombreux obstacles qui jalonnent le parcours migratoire, mais il identifie en plus des besoins spécifiques sur lesquels il y a lieu de continuer à travailler pour mieux intégrer les valeurs canadiennes fondamentales de démocratie, de justice et d'équité. Ces articles évoquent différentes trajectoires migratoires et discutent de certains *espaces-thérapeutiques potentiels* dans le but de faire mûrir notre réflexion au sujet de l'immigration. Ces articles proposent également nombreuses pistes qui nécessiteraient d'être explorées afin de mieux informer le public et nos différents partenaires sociaux sur les politiques, les pratiques et les enjeux de l'immigration pour que nous puissions être mieux outiller et plus ouverts face à ces réalités. Ce nouveau numéro réitère l'invitation de multiplier la création d'espaces propices aux échanges et à l'inclusion.